

## La menace des délocalisations pousse les Allemands à travailler plus

FRANCFORT (AFP),  
le 25-06-2004



La tendance au retour à la semaine de travail de 40 heures s'accroît en Allemagne sous la pression des grandes entreprises, privées comme publiques, qui font pression sur les syndicats en agitant l'épouvantail des délocalisations ou des suppressions d'emplois.

Jeudi, le premier groupe industriel national, Siemens, a signé un accord susceptible de faire tâche d'huile: le passage à 40 heures de travail par semaine contre 35 heures jusqu'ici, sans compensation salariale, pour deux de ses sites de fabrication de téléphones employant 4.500 personnes.

En échange, la firme a renoncé à un projet de délocalisation de 2.000 emplois en Hongrie, où les coûts salariaux sont bien moindres. "Le prix à payer est très élevé. Nous avons eu des négociations extrêmement dures avec la direction (...) Le terme de chantage a une connotation criminelle, mais vous pouvez vous imaginer que tout cela ne s'est pas fait dans la douceur", reconnaissait vendredi, amer, le numéro deux du syndicat de branche IG Metall, Berthold Huber.

Le groupe s'est en fait engouffré dans une brèche ouverte dans l'accord salarial de la métallurgie en début d'année. Le texte négocié avec IG Metall autorise dans certains cas précis le passage de 35 à 40 heures sans compensation, à condition que les représentants du personnel soient d'accord et que l'entreprise garantisse à la fois les emplois et des investissements.

Le constructeur automobile DaimlerChrysler pourrait lui emboîter le pas. Il tente actuellement d'imposer chez Mercedes en Allemagne et dans sa filiale poids lourds des réductions de coûts, via en particulier un allongement et une plus grande flexibilité du temps de travail. Faute d'accord, les syndicats redoutent 10.000 suppressions d'emplois.

La liste des groupes qui souhaitent un retour au moins partiel aux 40 heures s'allonge: Philips, l'équipementier Continental ou encore Bosch. Ce dernier ne se borne d'ailleurs pas à l'Allemagne pour agiter la menace de transferts d'emplois à l'étranger puisqu'il prévoit en France, sur son site de Vénissieux près de Lyon (centre-est), d'allonger à 36 heures la semaine de travail afin d'éviter une délocalisation.

En Allemagne, la tendance au "travailler plus" se dessine aussi dans le secteur public, alors que les caisses de l'Etat, des Laender et des communes sont vides.

La compagnie ferroviaire Deutsche Bahn veut ainsi passer de 38,5 à 40 heures, en échange d'une garantie de l'emploi jusqu'en 2008. L'Etat régional de Bavière vient d'augmenter le temps de travail de ses fonctionnaires de 38 à 42 heures et devrait être suivi par beaucoup d'autres.

Même le gouvernement fédéral, dominé pourtant par une coalition de gauche (sociale-démocrate/écologiste), n'est pas en reste. Il a confirmé cette semaine son intention de passer prochainement aux 40 heures.

Cette évolution est du miel pour le patronat allemand, toujours prompt à dénoncer, à l'image de la célèbre diatribe du chancelier Helmut Kohl en son temps, "la colonie de vacances" que serait devenue l'Allemagne.

Mais elle est loin de faire l'unanimité. Steffen Lehndorff, expert de l'institut allemand du Travail (IAT) de Gelsenkirchen, s'inquiète de voir l'Allemagne alimenter une spirale du "moins-disant social" en Europe, à force de chercher à compenser son surcoût de main d'oeuvre par rapport aux

nouveaux pays de l'UE.

"Ceux qui veulent améliorer la compétitivité des entreprises allemandes en baissant les salaires et en augmentant la durée du travail, vont être confrontés dans deux ans au même problème. Sauf qu'il s'agira alors d'introduire la semaine de 45 heures!", dit-il vendredi dans le quotidien Berliner Zeitung.